

En Belgique, le malaise social grandit

Alors que le gouvernement libéral de Charles Michel cherche à faire de nouvelles économies, une grève des cheminots de la région de Bruxelles, vendredi 9, a perturbé tout le pays

BRUXELLES - *correspondant*

Une grève des chemins de fer (SNCB), vendredi 9 octobre, au lendemain d'une manifestation qui a mobilisé quelque 100 000 personnes dans les rues de Bruxelles : les syndicats belges maintiennent la pression sur un gouvernement qui n'a, jusqu'ici, entendu aucune de leurs revendications. La situation était symbolique, vendredi : tandis qu'une bonne partie du trafic ferroviaire, national et international – dont les Thalys et des trains se rendant dans le nord de la France – était perturbée et tandis que les citoyens se débattaient dans les embouteillages, le gouvernement dirigé par le libéral Charles Michel était réuni pour trouver un milliard d'euros d'économies supplémentaires. Il entend ramener à zéro le déficit public en 2019 mais, dans l'immédiat, les recettes fiscales n'atteignent pas le rendement qu'il espère.

La mobilisation des cheminots, vendredi, était limitée au syndicat socialiste CGSP et à la région de Bruxelles. Elle a toutefois perturbé tout le pays, compte tenu de la position géographique de la capitale, au cœur du réseau. D'autres actions auront lieu les 19 et 20 octobre, en Flandre et en Wallonie.

La CGSP, qui affirme vouloir défendre la qualité du service offert aux usagers, réclame des garanties en matière d'emploi et de retraites. Son homologue chrétien, la CSC, partage les mêmes objec-

tifs mais préférerait, dit-il, informer les usagers que « *les prendre en otages* ».

Vigoureuse cure d'austérité

La SNCB va être soumise à une vigoureuse cure d'austérité qui n'améliorera pas les performances d'un réseau classé au 14^e rang – sur 15 – dans une étude du Boston Consulting Group sur la qualité des chemins de fer européens (la Suisse y figure à la 1^{re} place, la France à la 4^e).

La société belge des chemins de fer devra pourtant économiser 3 milliards d'euros. Elle a accumulé une dette de 4 milliards qui, pour les syndicats, résulte, pour l'essentiel, d'une dotation insuffisante de l'Etat, son actionnaire unique. Les tarifs augmentent, les temps de parcours également, les carences de l'infrastructure sont évidentes en Wallonie mais la direction va être contrainte d'appliquer un plan d'économies qui inquiète les syndicats.

Le mécontentement social est toutefois bien plus large, d'autant qu'une très forte mobilisation, à l'automne 2014, n'a eu aucun effet sur le gouvernement de droite. Il a maintenu ses projets : réforme des préretraites, âge de la retraite porté à 67 ans, limitation du système d'indexation automatique des salaires, réduction de la part de l'Etat dans des entreprises publiques, économies massives dans la défense, etc.

Il a abaissé les charges patronales (de 33 % à 25 %) mais reste plus

flou sur la réforme de la fiscalité pour les ménages, toujours soumis à l'un des taux les plus élevés d'Europe. Il a promis une amélioration du pouvoir d'achat de 100 euros par mois qui laisse beaucoup d'observateurs dubitatifs. Le projet de réforme fiscale portant sur 7,2 milliards d'euros, censé viser davantage les revenus du capital, n'est, à ce stade, pas plus clair. La coalition au pouvoir rejette, en revanche, l'idée d'un impôt sur la fortune, pourtant réclamé par son aile la plus centriste, le parti chrétien-démocrate flamand (CD & V). Cette formation, qui possède une composante syndicale, est la seule à avoir tenté de rassurer les manifestants qui ont défilé dans les rues de Bruxelles.

L'Alliance néoflamande (NVA), le parti nationaliste et conservateur de Bart De Wever qui domine le paysage politique flamand, entend, en revanche, ne rien céder. Son leader a refusé le poste de premier ministre mais exerce une surveillance étroite sur M. Michel, dont la marge de manœuvre est très limitée : s'il fait trop de concessions au mouvement social, il perdra le soutien de son allié flamand ; s'il n'en fait aucune, il sera un peu plus minoritaire dans la partie francophone du pays, dont le Parti socialiste garde les rênes.

Le syndicat socialiste annonce de nouvelles actions et des grèves. Son partenaire chrétien hésite mais veut mettre la pression sur les employeurs, accusés de trop peu s'engager pour l'emploi. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS